

Distr.  
LIMITEE

TD/B/39(1)/L.5  
9 octobre 1992

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT  
Trente-neuvième session  
Première partie  
Genève, 28 septembre 1992  
Point 3 de l'ordre du jour

INCIDENCES INTERNATIONALES DES POLITIQUES MACRO-ECONOMIQUES  
ET QUESTIONS RELATIVES A L'INTERDEPENDANCE :  
EVOLUTION RECENTE DES PROBLEMES ET PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT

Résumé du Président

Le débat, animé et constructif, a porté sur plusieurs questions mondiales d'une grande importance. Il a été étayé par le Rapport sur le commerce et le développement, dont l'originalité ainsi que le style incisif et concis ont été loués par les délégations. Un échange de vues informel a eu lieu avec des invités spéciaux; leurs opinions concordaient avec les principales conclusions du Rapport et leurs observations ont beaucoup contribué à la compréhension des problèmes.

De l'avis général, l'économie mondiale était dans une mauvaise passe. La croissance avait ralenti dans les pays développés, les pressions déflationnistes dues à l'endettement s'étaient accentuées et les monnaies étaient mises à rude épreuve. Dans ces conditions, les choix en matière de politique monétaire et budgétaire étaient difficiles. Il fallait s'employer tout à la fois à stimuler la reprise à court terme, comme au Japon, et à supprimer les déséquilibres structurels à moyen et à long terme. Les participants s'accordaient à penser que la coordination des politiques macro-économiques des principaux pays était essentielle pour arriver à réactiver l'économie mondiale, et qu'il fallait tenir pleinement compte

des intérêts de tous les Etats. Une amélioration des conditions extérieures était également nécessaire pour permettre une croissance non inflationniste et soutenue dans les pays en développement.

On a aussi reconnu que la politique intérieure des pays du tiers monde influait de façon décisive sur leur développement. Les réformes structurelles devaient néanmoins être étayées par des apports financiers suffisants, à des conditions appropriées. Des progrès étaient nécessaires sur les deux fronts. Plusieurs pays en développement avaient réussi à accélérer leur croissance malgré le ralentissement général de l'activité économique dans le monde, en partie grâce à leur politique de libéralisation qui avait attiré d'importants flux de capitaux, en particulier des investissements étrangers directs. Certaines délégations ont souligné que d'autres pays en développement devraient prendre des mesures pour attirer davantage d'investissements de ce type. Par ailleurs, l'afflux passager de liquidités pouvait poser de graves problèmes et on a noté que plusieurs pays avaient réussi à décourager les apports de capitaux à court terme en utilisant diverses techniques.

De l'avis général, de nets progrès avaient été accomplis dans la solution des problèmes d'endettement des pays en développement, mais il restait beaucoup à faire. Les débiteurs et les créanciers, de même que les autres membres de la communauté financière internationale, devaient redoubler d'efforts dans ce domaine. A cet égard, plusieurs pays demandaient qu'un traitement plus favorable soit réservé aux pays les plus pauvres dans le cadre du Club de Paris, et qu'une attention accrue soit accordée aux autres pays du tiers monde, notamment ceux qui avaient réussi à éviter des problèmes de service de la dette au prix de lourds sacrifices.

On a reconnu que la situation économique dans les pays d'Europe centrale et orientale restait extrêmement difficile, en grande partie à cause des problèmes posés par la transition à une économie de marché dans un environnement international défavorable. Les taux de croissance et les résultats commerciaux différaient cependant beaucoup selon les pays. Dans certains, la réforme structurelle était bien avancée et le secteur privé se développait, tandis que dans d'autres les choses en étaient encore à leur tout début et la production et l'emploi connaissaient une baisse catastrophique, avec toutes les difficultés sociales et les risques d'instabilité politique que cela comportait. On a noté que la privatisation s'était révélée beaucoup plus difficile que prévu. Plusieurs délégations ont souligné que la transition

et les efforts nationaux de ces pays devraient être soutenus par une économie mondiale plus dynamique, un renforcement de la coopération multilatérale et une assistance extérieure.

De vives inquiétudes ont été exprimées au sujet du protectionnisme - un système commercial multilatéral à la fois ouvert, équitable et capable de résister aux pressions protectionnistes étant un des préalables de la croissance et du développement. Les Négociations d'Uruguay offraient l'occasion de renforcer le système commercial multilatéral et de mettre un terme au protectionnisme, occasion qu'il ne fallait pas laisser passer. De nombreux représentants ont souligné qu'il était essentiel de tenir compte des intérêts des pays en développement. Il importait également de veiller à ce que la formation de blocs commerciaux n'entraîne pas un détournement des échanges.

---